

François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT

Soumis par Mathieu Magnaudeix
03-06-2008

Il est «en colère» ,il le dit, et gare à ceux qu'il croise sur son passage.

Lundi soir, François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT, était invité par le lobby patronal Croissance Plus, think tank des patrons de PME innovantes, à débattre de la France en général, des entreprises et du dialogue social en particulier. Le réformiste Chérèque («vous avez eu du courage en 2003 de signer la réforme des retraites», se pâmait la modératrice de la soirée, habillée en chanteuse d'Abba) face au patron en polo, Geoffroy Roux de Bézieux, nouvelle égérie cool du Medef, tout juste propulsé président de l'assurance-chômage: on attendait à du lénifiant.

On eut, en réalité, du très décoiffant.

Car Chérèque n'a vraiment pas aimé le film des deux dernières semaines. Il n'a pas digéré que le gouvernement passe en force en intégrant, sans l'avertir, dans le futur projet de loi sur la représentativité syndicale que la CGT et la CFDT avaient signé de bon coeur, des dispositions ouvrant la porte à la négociation du temps de travail dans les entreprises. Il n'a pas avalé, non plus, que l'on touche aux 35 heures que la CFDT a tant défendues, ni la «légèreté avec laquelle cette volte-face a été opérée» .

Alors, devant une assemblée de gazelles réunies dans un auditorium de l'Opéra Bastille («gazelles», c'est ainsi qu'aiment à se surnommer ces PME agiles), Chérèque a sorti les griffes.

Il entame. «Depuis longtemps nous appelons à des relations sociales constructives, dynamiques, qui appuient sur des organisations syndicales représentatives. Depuis 2007, depuis l'échec du contrat premier embauche (CPE), une loi impose aux partenaires sociaux de négocier entre eux avant toute intervention politique.

Cette loi, que tous les syndicats ont soutenue, a constitué une avancée, car en France on a toujours privilégié le contrat sur la loi. » Mais selon François Chérèque, le coup de force du gouvernement vient ruiner ses efforts. «La situation est grave. Il y a une crise de confiance. Tout le travail effectué pour construire un nouvel espace structuré de relations sociales est balayé d'un revers de la main.(?) Je suis inquiet quand pour satisfaire les intérêts immédiats de l'affichage politique on essaie de brader l'avenir.»

Visiblement, la colère de Chérèque n'est pas feinte. Il le dira un peu plus tard en aparté aux journalistes, il craint moins pour lui que pour Bernard Thibault, mais aussi pour Laurence Parisot, la présidente du Medef, que la décision du gouvernement ne les déstabilise dans leur propre camp. Thibault, parce que c'est sa ligne de travail en commun avec la CFDT qui est brisée net, parce que ses adversaires au sein de la confédération, tenant de la ligne intransigeante, attendent que ce genre de faux pas. «Le gouvernement s'efforce de renvoyer le syndicalisme à ses banderoles» Parisot, parce qu'elle a osé opposer sur le principe, au nom de la défense du dialogue social, à l'assouplissement des 35 heures que réclament les adhérents du Medef. «Si Laurence Parisot avait dit: le gouvernement a raison, alors cela

aurait été la fin du dialogue social dans notre pays.» «Comment le gouvernement espère-t-il avancer dans les mois qui viennent en ayant rompu cette confiance que nous avons eu du mal à faire naître ?

Le gouvernement s'efforce de renvoyer le syndicalisme à ses banderoles.» Nicolas Sarkozy préférerait-il des syndicats uniquement contestataires ? Chérèque semble le penser. «Cette décision ne peut que revitaliser un syndicalisme de pure contestation qui laisse aux politiques les mains libres et aux salariés les mains vides.» Et Chérèque de citer Olivier Besancenot et ces «trotskystes» qui, après avoir quitté la CFDT au lendemain de la réforme des retraites de 2003, s'échinent désormais «à mettre Thibault en difficulté dans la CGT». Décidément en verve, le leader de la CFDT pousse la discussion un peu plus loin. «En France on a toujours privilégié le contrat sur la loi. Les députés ne peuvent pas accepter que d'autres qu'eux fassent la loi.» Malgré tout, François Chérèque en est persuadé : sur l'affaire des 35 heures, un compromis était possible avec les députés UMP, que lui et Bernard Thibault ont prévu de longue date de rencontrer le 10 juin prochain. Pour le leader de la CFDT, la cause est entendue.

Il agit un coup de force du ministre du travail Xavier Bertrand, trop pressé de se faire mousser, convaincu que la CGT et la CFDT reculeraient sur les 35 heures tant ils ont applaudi les nouvelles règles de représentativité syndicale, qui offrent aux deux plus grands syndicats une assise bien plus grande à l'avenir dans les entreprises. Le contrat plutôt que la loi, les critiques sur la méthode du gouvernement ? L'auditoire, vertement anti-35 heures, comprend bien l'argument, mais ne le goûte guère. «Il y a un problème avec les 35 heures, dit un patron dans la salle, on ne peut pas facilement organiser le temps de travail des cadres, ils ont trop de RTT, trop de vacances.»

Chérèque fulmine. «Vous avez la possibilité de monétiser le temps de travail. Depuis Raffarin, on a fait 4 lois sur la monétisation des RTT, après que les entreprises n'aient pas envie de le faire, c'est autre chose.» «J'ai vécu les 35 heures, elles ont dévalorisé le travail aux yeux des collaborateurs. Or j'exporte 90% de mes produits, je suis en concurrence avec des Asiatiques, des Allemands, des Américains. Il faut travailler plus », s'empare un autre chef d'entreprise. Chérèque tonne. «Ecoutez, franchement, j'en ai marre d'entendre des discours moraux sur la valeur travail dans un pays où il n'y a qu'un tiers des plus de 55 ans au travail.

Ce n'est quand même pas les 35 heures qui mettent les entreprises dans cette situation là. Maintenant c'est sûr que si vous voulez concurrencer le coût du travail des pays asiatiques, vous n'y arriverez pas. Ce discours sur la valeur travail, vous savez, il passe très mal auprès des salariés: les troubles musculo-squelettiques n'ont jamais été aussi importants. Il y a un vrai problème de maladies professionnelles.» À un autre interlocuteur, qui lui demande, un peu bizarrement, s'il compte couper sa barbe pour faire plus moderne, et s'il compte, par la même occasion, ouvrir les comptes de son syndicat, Chérèque riposte. «Les comptes de la CFDT sont transparents. Vous savez, la CFDT a une origine chrétienne (c'était la CFTC jusqu'en 1964, ndr). Il reste chez nous un fond qui dit que l'argent, c'est sale. On a ouvert tous nos comptes. Nous n'avons pas besoin de nous raser la barbe au niveau financier.» Applaudissements.

Dernière question. «Je ne comprends plus rien, êtes-vous favorable au passage à 41 ans de cotisations?» Chèreque : «Vous n'avez pas fait comme si vous n'aviez pas lu les journaux. Je suis favorable au passage à 41 ans, mais à condition que l'emploi des seniors soit plus important. » Fin du débat, Chèreque est remonté comme une pendule. Geoffroy Roux de Bézieux: «Etonnant, hein? c'était plus musclé qu'avec Bernard Thibault il y a deux ans...»